

Presse de la *France des Larmes*

Principaux articles :

Le Monde, vendredi 5 février 2009

Libération, jeudi 16 avril 2009

Le Nouvel observateur, jeudi 2 juillet 2009

Le Monde, 5 février 2009



Le cimetière, haut lieu de contestation sous la Restauration

La mort du duc de Berry, assassiné sur les marches de l'Opéra par l'ouvrier bonapartiste Louvel dans la soirée du 13 février 1820, inspira à Victor Hugo l'une de ses odes les plus célèbres. Dans ces vers, le jeune poète - il avait alors 17 ans - ne se contenta pas de pleurer la "mort sublime" de l'héritier du trône. Il imagina aussi ce que serait sa cérémonie funèbre. A ses yeux, pas de doute : c'est tout un "peuple désolé" qui ne manquerait pas d'accompagner le cercueil de cette "grande âme" à sa dernière demeure : "Bientôt vers Saint-Denis, désertant nos murailles,/Au bruit sourd des clairons, peuple, prêtres, soldats,/Nous suivrons à pas lents le char des funérailles,/Entouré des chars des combats."

Consultez les dépêches vidéo des agences AFP et Reuters, en français et en anglais.

Ces strophes enflammées valurent à leur auteur une gratification de 500 francs sur ordre exprès de Louis XVIII. Mais on connut Hugo meilleur prophète. Car, loin de plonger la France dans une affliction unanime, l'assassinat du duc de Berry réveilla au contraire des élans séditionnels. "C'est jour de fête", se réjouit dès le lendemain un habitant de la capitale, qui n'hésita pas à célébrer haut et fort la mort d'un "gros cochon". Il ne fut pas le seul et, pendant quelques jours, les murs de Paris se couvrirent de placards hostiles aux Bourbons. Ce qui ne manqua pas de provoquer l'ire des ultras. Le 16 février, des gardes du corps du comte d'Artois, le père du défunt et futur Charles X, firent une descente dans un café du Palais-Royal connu pour être un repaire d'opposants : armés de bâtons, ils allèrent jusqu'à molester un député libéral décoré de la Légion d'honneur. Seule l'intervention de la garde nationale mit fin à la bastonnade...

Les passions politiques, on le sait, n'ont pas de territoire réservé. Elles s'expriment partout et en toute occasion : dans les assemblées et les journaux, bien sûr, mais aussi dans les cercles, les clubs, les cabinets de lecture et les cabarets, parfois même lors des carnivals, des banquets, des fêtes populaires ou des voyages officiels (1). Ou encore à l'occasion des enterrements. C'est ce que rappelle Emmanuel Fureix dans ce livre passionnant, issu d'une thèse de doctorat, sur la dimension politique d'un certain nombre de deuils sous la Restauration et la monarchie de Juillet.

"NÉCROPHILIE" ROMANTIQUE

Cet élève d'Alain Corbin n'est pas le premier à s'intéresser à la question. Dans une belle étude sur le cimetière du Père-Lachaise, Danielle Tartakowsky a déjà montré que les tombes - celles, par exemple, de Vallès, de Barbousse et de Thorez - avaient pu à l'occasion faire office de tribunes politiques (2). Mais Fureix est le seul, jusqu'à présent, à avoir mis en évidence l'importance du phénomène dans la France du "premier" XIXe siècle. Une importance qui tient, selon lui, à la

conjonction de deux facteurs : d'une part, la fascination des contemporains pour la mort - ses pages sur la "nécrophilie" de l'époque romantique sont particulièrement convaincantes ; d'autre part, la nécessité de trouver un exutoire aux frustrations engendrées par une monarchie censitaire dont l'assise reposait sur l'exclusion d'une partie du corps politique.

Empruntant l'expression au sociologue américain Charles Tilly, l'auteur montre ainsi comment l'opposition - bonapartiste, libérale ou républicaine - a intégré les enterrements à son "répertoire d'actions", au point d'en faire une modalité privilégiée de la geste contestataire de l'époque. Comment ? D'abord en subvertissant les funérailles d'Etat, par exemple à la mort du duc de Berry (1820) ou de Louis XVIII (1824). Ensuite en boudant plus ou moins ostensiblement les "deuils officiels", comme la journée d'hommage à Louis XVI, voulue par Louis XVIII en 1816 puis finalement abandonnée par Louis-Philippe en 1833 dans un souci de réconciliation nationale. Enfin, et surtout, en organisant des "deuils frondeurs" à la mort des héros de la Révolution (La Fayette, Sieyès) et de l'Empire (Davout, Lamarque), ou à celle des "martyrs de la liberté" tombés sur les barricades.

L'un de ces deuils les plus spectaculaires, rappelle l'historien, qui en a étudié une quarantaine, fut celui du général Foy. Le 30 novembre 1825, plus de 100 000 personnes se pressèrent autour du cortège de ce vétéran de l'armée du Rhin, devenu l'un des ténors de l'opposition libérale.

L'enterrement prit des allures de meeting quand Benjamin Constant, dans l'éloge funèbre, distingua la "liberté sainte" des "excès qui la souillèrent"...

Rythmées par des slogans frondeurs, émaillées d'objets symboliques (drapeaux tricolores, bonnets phrygiens), les "funérailles d'opposition" inquiétèrent les autorités, qui allèrent jusqu'à y envoyer des mouchards chargés de sonder les tréfonds de l'opinion publique. C'est aussi cette histoire que raconte Fureix, celle de régimes hantés par le souvenir de la Révolution et du régicide, et pour cela prêts à traquer leurs opposants jusqu'au coeur des cimetières.

Thomas Wieder



La mort partisane

La mort, bien sûr, est souvent un acte politique. Celles du roi, du martyr ou du tyran (mais aussi celle du président) ont toujours suscité de complexes mises en scènes, utilisées ou dénoncées à des fins partisans. Mais il fut un temps, aujourd'hui oublié, où une véritable «*culture politique*» se noua autour du deuil, un temps où les funérailles étaient une arme et «*où les cadavres symbolisaient avec force les engagements et les combats de chacun*». Emmanuel Fureix, dans un livre d'une belle érudition, nous invite à plonger au cœur de ce moment - les premières décennies du XIXe siècle - pour envisager autrement «*l'histoire politique de l'âge romantique*».

Un tel rôle donné à la mort ne peut se comprendre hors des bouleversements de ces années charnières. L'époque est à la nécrophilie. Dans les amphithéâtres, on dissèque à tout va selon les normes de la nouvelle médecine anatomo-clinique. Le romantisme exalte le pouvoir des défunts, le roman noir célèbre la poésie des tombeaux et Chateaubriand «*la vertu sociale du cadavre*». L'impact de la Révolution est surtout décisif : la guillotine, les charniers de Picpus ou de la Madeleine ont distillé une véritable esthétique de l'effroi. A cette fascination morbide s'ajoute le désir d'une comptabilité exhaustive des victimes. Tout ceci s'accompagne de nouvelles sensibilités qui témoignent d'un respect accru à l'égard du corps mort et du besoin d'autres formes de sacralité.

«**Martyrs**». L'usage politique de la mort se développa dans ce contexte selon trois modalités. La première, de nature expiatoire, est l'œuvre de la Restauration qui espérait, par l'hommage rendu à ses victimes, faire le deuil de la Révolution. Mais la dimension vengeresse de cette mémoire s'accordait mal avec le pacte d'oubli souhaité par Louis XVIII. D'où ses efforts pour cantonner les commémorations aux seuls «*martyrs*» de la famille royale, qu'une loi de «*deuil général*» décida d'honorer chaque 21 janvier. On pensait, en ressassant le régicide (certains voulurent même canoniser Louis XVI), ranimer la flamme d'une monarchie un peu usée.

La deuxième forme fut celle des deuils de souveraineté. La dramaturgie mortuaire devait servir ici à rassembler, à susciter adhésion et légitimité. Les Bourbons jouèrent la carte dynastique, célébrant en grande pompe la «*belle mort*», royale et chrétienne, du duc de Berry en 1820 ou de Louis XVIII en 1824. Autant de mises en scène qui donnaient à voir une société anachronique, aux hiérarchies figées. Louis-Philippe, le roi-citoyen, tenta de rectifier le tir en honorant tout autant les princes du sang que les insurgés de Juillet 1830. Le désir de fonder un véritable deuil national le poussa même à organiser en 1840 le retour des cendres de Napoléon, promu au rang de grand capitaine et de souverain légitime. Mais aucune de ces funérailles instituées ne réalisa la fusion désirée. En dépit des efforts déployés, elles demeuraient des événements sans harmonie «*où s'affrontaient des groupes de mémoire*».

C'est finalement le deuil protestataire, celui des libéraux ou des républicains, qui se montra le plus efficace. Ici s'inventa un subtil rituel d'opposition, un jalon décisif dans l'histoire de la manifestation moderne. Autour des funérailles de personnalités comme le général Foy, le tragédien Talma, La Fayette, Manuel ou l'abbé Grégoire se forgea un langage politique neuf, une façon originale d'occuper l'espace public et d'exprimer dans la gravité un sentiment collectif. Toute une culture s'y édifia,

ponctuée de symboles forts (le port à bras du cercueil, la couronne civique), de recueillement et d'ovations mêlés, réunissant autour du grand défunt, le plus souvent hors du religieux, une authentique communauté politique. Tout comme le théâtre, les chansons ou les banquets, ces funérailles disent aussi l'inventivité démocratique de tous ceux - étudiants, ouvriers, femmes - qui étaient alors exclus des formes officielles de la représentation.

Stratégies. Autour du deuil et de la mort se dessinèrent ainsi, un demi-siècle durant, de nouveaux usages où s'associaient des émotions, des stratégies et des expériences politiques. Ils déclinèrent après 1840, avec le besoin de sacralité né de l'ébranlement révolutionnaire. Au-delà de ce moment d'histoire, le livre d'Emmanuel Fureix invite aussi à repenser l'analyse des rituels. Contre les lectures fonctionnalistes ou «*cérémonielles*» qui mettent l'accent sur les seules dynamiques d'adhésion, il montre que les rites peuvent aussi diviser, nourrir des investissements antagonistes. «*Le culte des morts ne produit pas que du consensus*», écrit-il au terme d'une étude attentive aux acteurs, à leurs gestes et à leurs sentiments. Autre façon d'insister sur l'importance de ce qui constitue l'«*impensé affectif des comportements politiques*».

Dominique Kalifa



«Les morts gouvernent les vivants», disait Auguste Comte. L'historien Emmanuel Fureix le démontre avec éclat dans «La France des larmes»

Ils étaient tous là, au début de la Restauration, réunis ironiquement dans la mort : Louis XVI et Marie-Antoinette avec Brissot et Olympe de Gouges au cimetière de la Madeleine; Madame Elisabeth, soeur du Roi, non loin de là, au cimetière des Errancis, avec Danton, Saint-Just et Robespierre ! Napoléon, qui avait voulu clore la Révolution, s'est bien gardé de toucher à ce méli-mélo macabre. Devenu empereur, sa seule initiative funéraire fut de se faire préparer un tombeau dans la nécropole royale de Saint-Denis pour insérer sa dynastie dans la longue continuité des rois.

Soucieux d'écartier l'intrus, Louis XVIII a récupéré la place pour y ensevelir en grande pompe les restes de son frère, le souverain guillotiné. Ce geste contraste avec l'esprit de la Charte. Le roi a accepté les bouleversements institutionnels et sociaux de la Révolution, quitte à rendre furieux les plus revanchards des émigrés. Mais en ordonnant des cérémonies spectaculaires à la mémoire de Louis XVI, de ses proches et des princes qui ont été exécutés par la Révolution ou qui ont pris les armes contre elle, il condamne les Français à porter à perpétuité le deuil de l'Ancien Régime.

Comme le montre Emmanuel Fureix dans une enquête insolite d'une grande qualité d'écriture sur la politisation des funérailles au XIXe siècle, la stratégie mémorielle de la Restauration aurait pu entraîner l'opinion. Elle rencontrait une sensibilité nouvelle à l'égard de la mort, plus disposée à s'affliger de l'absence du cher disparu qu'à s'inquiéter de son salut dans l'au-delà. Cette France romantique aime les pleurs. Mais le pouvoir en a trop fait. Le caractère expiatoire des cérémonies mortuaires et des deuils nationaux a heurté les Français, qui se sentaient mis en accusation. Ils ont volontiers pleuré pour le transfert des restes de Louis XVI et de Marie-Antoinette, déjà moins pour les funérailles en grand apparat du prince de Condé, vieux soudard de l'émigration, ou du jeune duc de Berry successeur possible au trône assassiné sur les marches de l'Opéra.

Le deuil officiel ordonné pour l'anniversaire de la mort de Louis XVI, le 21 janvier, a bénéficié au début d'une adhésion impressionnante : tirs de canon, drapeaux en berne, boutiques et théâtres fermés. La foule se presse dans les églises pour les messes en mémoire du Roi. Mais, au fil des années, l'adhésion s'effrite. Elle fait place dans les quartiers populaires à des gestes frondeurs contre l'alliance du sceptre et du goupillon. Retournant l'arme de la mémoire contre la monarchie, l'opposition se mit à descendre en masse dans la rue pour enterrer ses propres héros. En 1825, 100 000 personnes suivent l'enterrement religieux du général Foy, resté fidèle à Napoléon pendant les Cent-Jours et devenu ensuite à la Chambre l'un des orateurs de la gauche. Ils sont aussi nombreux pour les funérailles civiles de Talma, le tragédien de l'Empereur en 1826, ou du député libéral Manuel en 1827.

La gauche vote avec ses pleurs

Pour marquer le changement de régime, Louis-Philippe tenta de récupérer la ferveur funéraire des antimonarchistes en organisant un hommage officiel aux insurgés de 1830 tués par les troupes de Charles X et en ordonnant le retour des cendres de l'Empereur. Mais dès qu'il se mit à réprimer les révoltes populaires, les cortèges protestataires reprirent le chemin du cimetière : en 1832, pour les massacrés du cloître Saint-Merry; en 1834, pour ceux de la rue Transnonain. Sous le Second Empire, c'est encore aux enterrements, pour le général Cavaignac ou le journaliste Victor Noir, que la protestation républicaine attire le plus de monde. A défaut de pouvoir s'exprimer dans les urnes, la

gauche vote avec ses pleurs.

Substitut à l'expression électorale, cet usage de la dévotion funéraire aurait dû s'effacer sous la IIIe République, qui consacre le suffrage universel. Il n'en fut rien. De l'inhumation au Panthéon de Victor Hugo, Zola, Jaurès aux funérailles des dignitaires du Parti communiste, les grands enterrements sont restés une spécialité de la gauche au point qu'on a pu se demander si la force qui était censée porter les espoirs de changement n'y révélait pas un secret défaitisme. Le livre d'Emmanuel Fureix nous permet de donner un autre sens à la passion funéraire de la gauche. Ce n'est pas le passé en lui-même qu'elle révère à partir du début du XIXe siècle en honorant ses héros disparus, mais son propre passé, qui donne un sens à l'Histoire en dessinant l'Avenir.

L'enterrement des victimes du métro Charonne en février 1962 suivi par un million de personnes fut la dernière des grandes manifestations funéraires de la gauche. Certains s'en réjouiront, estimant que la gauche a cessé de cultiver l'affliction pour affronter les problèmes du présent. Mais on ne peut s'empêcher de penser qu'en délaissant son passé c'est la foi dans l'avenir que la gauche est en train d'abandonner.

André Burguière